



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cahier des Clauses Administratives Particulières

n°DGFIP-DRS-2500033 du 20/02/2026

**relatif à la fourniture à la DGFIP de prestations d'assistance à
l'exploitation : prestations d'infogérance, d'assistance et de
support**



FINANCES PUBLIQUES

Table des matières

Article 1 - DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ.....	4
Article 2 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
Article 3 - FORME DU MARCHÉ.....	5
Article 4 - DUREE DU MARCHÉ.....	5
Article 5 - MONTANT DU MARCHÉ.....	5
Article 6 - CONDITIONS, DELAIS ET LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
6.1 Conditions d'exécution des prestations.....	5
6.2 Délais d'exécution des prestations.....	6
6.3 Lieux d'exécution des prestations.....	6
Article 7 - PRIX ET EVOLUTION DES PRIX.....	6
7.1 Contenu des prix.....	6
7.2 Forme des prix.....	7
7.3 Application des taux de remise pour productivité.....	7
Article 8 - MODE DE PASSATION DES COMMANDES.....	7
8.1 Contenu des bons de commande.....	7
8.2 Arrêt de l'exécution des prestations d'un bon de commande.....	8
Article 9 - VERIFICATIONS ET RECEPTION DES PRESTATIONS.....	9
Article 10 - PENALITES.....	9
10.1 Pénalités pour retard d'exécution.....	9
10.2 Pénalités pour non-respect des engagements du contrat de service.....	10
10.3 Pénalités pour non respect des modalités et délais de sélection des profils.....	10
10.4 Dérogation au principe d'exclusivité.....	10
Article 11 - PLAFONNEMENT ET IMPUTATION DES PENALITES.....	11
Article 12 - UTILISATION DES RESULTATS.....	11
12.1 Droits cédés à la personne publique.....	11
12.2 Droits concédés par la personne publique.....	12
12.3 Connaissances antérieures.....	13
Article 13 - STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE.....	13
13.1 Liens juridiques.....	13
13.2 Absence prolongée, départ du personnel mis à disposition, remplacement.....	13
13.3 Récusation du personnel du titulaire par la personne publique.....	13
13.4 Conditions d'accès du personnel du titulaire aux locaux.....	14
13.5 Cas des personnels en formation.....	14
13.6 Documents relatifs aux intervenants.....	14
Article 14 - CONFIDENTIALITE.....	14
Article 15 - AVANCE.....	15
Article 16 - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE OU CAUTION.....	15
Article 17 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES.....	15
Article 18 - LIQUIDATION DES PAIEMENTS.....	15
Article 19 - MODALITES DE REGLEMENT.....	16

19.1 Délai global de paiement du titulaire.....	16
19.2 Délai global de paiement du sous-traitant.....	17
19.3 Interêts moratoires.....	17
19.4 Établissement et transmission des factures.....	18
<u>Article 20 - DEMATERIALISATION.....</u>	<u>19</u>
<u>Article 21 - MODIFICATION DU CONTRAT.....</u>	<u>19</u>
<u>Article 22 - SANCTIONS EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE.....</u>	<u>20</u>
<u>Article 23 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DETACHE ILLEGAL.....</u>	<u>20</u>
<u>Article 24 - SOUS - TRAITANCE.....</u>	<u>21</u>
<u>Article 25 - RESILIATION.....</u>	<u>22</u>
<u>Article 26 - LIMITATION DE RESPONSABILITE CONTRACTUELLE.....</u>	<u>22</u>
<u>Article 27 - DROIT, LANGUE, MONNAIE.....</u>	<u>22</u>
27.1 - Règlement amiable des différends intégrant le recours à la médiation interne.....	22
27.2 - Règlement contentieux des différends.....	24
<u>Article 28 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....</u>	<u>24</u>
<u>Article 29 - ÉTABLISSEMENT D'UN BILAN D'ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE (BEGES).....</u>	<u>24</u>
<u>Article 30 - CLAUSE SOCIALE.....</u>	<u>25</u>
<u>Article 31 - DEROGATIONS.....</u>	<u>25</u>

Article 1 - DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2161-2 à 5 du code de la commande publique. Les documents contractuels le constituant sont dans l'ordre de priorité décroissant :

Les documents contractuels le constituant sont par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement signé électroniquement par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, et son annexe financière ;
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) N°DGFIP-DRS-2500033 du 20/02/2026 dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique (DGFIP) fait seul foi ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) N°DGFIP-DRS-2500033 du 20/02/2026 dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
4. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC) approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018 ;
6. l'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction entre ces différents documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre d'énumération ci-dessus.

Article 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'assistance à l'exploitation à la DGFIP : fourniture de prestations d'infogérance, d'assistance et de support.

Le marché a pour objet de confier au prestataire l'exploitation des systèmes d'information Chorus – comprenant la composante fonctionnelle outillée via SAP et le système d'échanges – exploité par la DGFIP pour le compte de l'AIFE, ainsi que du système Helios, exploité par la DGFIP pour son propre compte.

Ces prestations d'infogérance, sont assurées pendant toute la durée du marché. Elles débutent par une phase d'initialisation et s'achèvent par une phase de réversibilité.

Le marché prévoit en complément des prestations d'exploitation annexes portant sur le périmètre applicatif précité ainsi que sur d'autres applications de la DGFIP (« Assistance et support »).

L'ensemble des prestations attendues est décrit dans le CCTP (articles 5 et 6).

Le marché n'est pas allotti.

Les prestations s'effectueront dans les locaux de la DGFIP, tant dans les bureaux de centrale situés en Île-de-France que dans les établissements de services informatiques implantés sur l'ensemble du territoire national limité à la métropole et hors Corse.

Les prestations sont commandées sous forme d'unités d'oeuvre.

Tous les besoins sont décrits dans le CCTP.

Article 3 - FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande au sens des articles L2125-1-1° et R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique.

Article 4 - DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une période de 24 mois fermes à compter de sa date de notification. Cette date constitue sa date de prise d'effet.

Il peut ensuite être reconduit tacitement jusqu'à deux fois par période de 12 mois, pour une durée maximale totale de 48 mois.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La personne publique peut décider de ne pas reconduire le marché par décision expresse de son représentant, intervenant au plus tard un mois avant l'échéance de la période en cours d'exécution.

La décision de non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire et n'a pas à être motivée.

Les dispositions du présent CCAP s'appliquent à la période initiale et à chaque période de reconduction.

Article 5 - MONTANT DU MARCHÉ

Le marché ne comporte pas de montant minimum. Il comporte un montant maximum fixés 120 000 000 € HT soit 144 000 000 € TTC pour la durée totale du marché soit 48 mois.

Article 6 - CONDITIONS, DELAIS ET LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Conditions d'exécution des prestations

La DGFIP commande les prestations prévues à l'annexe financière selon ses besoins.

Les prestations décrites dans le CCTP sont assorties d'une obligation de résultat.

Le titulaire exécute les prestations dans les conditions prévues au CCTP.

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée d'exécution du marché.

Les intervenants du titulaire sont tenus de respecter le règlement intérieur et les consignes de discipline générale de l'administration, notamment en ce qui concerne la sécurité et le secret professionnel.

Le titulaire doit notamment désigner un responsable du marché, interlocuteur unique de la DGFIP, qui répondra de la bonne exécution des prestations dues par le titulaire au titre du présent marché. Cette personne ne pourra pas être remplacée pendant la durée d'intervention sauf cas de force majeure ou en cas d'insuffisance professionnelle avérée et signalée au titulaire. En cas d'indisponibilité de cette personne, la personne publique peut par dérogation à l'article 47 du CCAG/TIC résilier le marché sans indemnisation du titulaire.

En cas d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire devra, dès qu'il en aura connaissance, aviser par lettre recommandée la personne publique et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Si le titulaire a mobilisé un intervenant sur une prestation, l'administration pourra exiger son maintien sur la durée de la prestation dans la mesure où cet intervenant est toujours à la disposition du titulaire.

6.2 Délais d'exécution des prestations

Le délai d'exécution applicable pour la réalisation des prestations sera précisé dans le bon de commande pour chacune de ces prestations.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité du marché. Dans tous les cas leur exécution devra être achevée au plus tard douze (12) mois après la date de fin de validité du marché.

6.3 Lieux d'exécution des prestations

La personne publique indiquera, lors de l'émission des bons de commande, le lieu principal d'exécution des prestations.

Article 7 - PRIX ET EVOLUTION DES PRIX

7.1 Contenu des prix

Les prix des unités d'œuvre du marché sont mentionnés par le titulaire dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du marché.

Ces prix intègrent tous les frais et les dépenses nécessaires à l'exécution du marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais, notamment de transport, d'hébergement ou de déplacement du personnel du titulaire, de transport ou de livraison à l'adresse indiquée par chaque entité bénéficiaire d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans le CCTP.

7.2 Forme des prix

Les prix sont fermes pour une durée de 24 mois, ils sont ensuite révisés annuellement, à la date anniversaire de prise d'effet du marché, par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,40 + 0,60 (CPF\ 62.02 / CPF\ 62.02_o))$$

dans laquelle :

P = prix révisé hors TVA ;

P_o = prix de l'offre ;

CPF 62.02 = dernier indice trimestriel publié à la date de révision (y compris indice non définitif)

CPF 62.02_o = indice correspondant au trimestre du mois de dépôt de l'offre par le titulaire ou, si ce dernier n'est pas encore publié, au trimestre précédent (y compris indice non définitif).

CPF 62.02 : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Services de conseil en informatique – Identifiant INSEE 010766573.

Les calculs intermédiaires seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour

chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le coefficient d'actualisation final est arrondi au millième supérieur.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-TIC, les prix applicables sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande et restent inchangés quel que soit le délai d'exécution des commandes.

7.3 Application des taux de remise pour productivité

A la date anniversaire de la prise d'effet du marché, les taux de remise pour productivité définis à l'annexe financière de l'acte d'engagement seront appliqués aux prix du marché.

Article 8 - MODE DE PASSATION DES COMMANDES

8.1 Contenu des bons de commande

Au fur et à mesure de ses besoins, la personne publique adresse au titulaire des bons de commande comportant, au minimum, les indications suivantes :

- un numéro et une date ;
- la référence CHORUS au présent marché ;
- l'objet des prestations, la description du contexte, des objectifs, des obligations du titulaire et du périmètre de l'assistance attendue ;
- la désignation et le nombre de la ou des unités d'œuvre commandées ;
- les livrables attendus ;
- les modalités de réception ;
- la date de début du bon de commande, le calendrier de livraison et le délai d'exécution ;
- le prix unitaire de cette ou de ces unités d'œuvre ;
- le prix total hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) de cette ou de ces unités d'œuvre ;
- le montant total hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) du bon de commande.
- la désignation du service facturier auquel les factures devront être adressées.

Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours à compter de sa réception pour adresser à la

personne publique ses remarques et observations sur la rédaction d'un bon de commande. La personne publique rédigera, le cas échéant, un bon de commande rectificatif qui annulera et remplacera le précédent. Passé ce délai, la commande est réputée acceptée sans réserve.

8.2 Arrêt de l'exécution des prestations d'un bon de commande

La personne publique se réserve la possibilité, en accord avec le titulaire, d'arrêter l'exécution des prestations ayant donné lieu à un bon de commande. Elle notifie alors sa décision au titulaire par tout autre moyen permettant de donner date certaine à la transmission, et selon un préavis de deux (2) semaines.

Cet arrêt ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire et ne fait pas pour autant l'objet d'une résiliation du marché. Le paiement est effectué au prorata des prestations réellement exécutées.

Seules les prestations effectivement accomplies ouvriront droit à règlement, selon les modalités décrites ci-dessous.

Le décompte de liquidation comprendra :

- au débit du titulaire :
 - le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de paiement partiel définitif ou de solde ;
 - le montant des pénalités ;
 -
- au crédit du titulaire :
 - la valeur contractuelle des prestations reçues ;
 - la valeur des prestations fournies éventuellement si la personne publique exige du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution.

Article 9 - VERIFICATIONS ET RECEPTION DES PRESTATIONS

Les prestations, objet du présent marché, sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations contractuelles. Au cas où une pluralité de livrables est prévue pour une même unité d'œuvre, ils peuvent être livrés à la personne publique au fur et à mesure de l'exécution des prestations auxquelles ils se rattachent.

Chaque remise de livrables donne lieu à une réception provisoire classée dans les catégories 1 ou 2 figurant au paragraphe 4 « modalités de recette des prestations» du CCTP.

A compter de la remise du dernier des livrables relatifs à un même bon de commande, la personne publique a un délai maximum pour procéder aux vérifications et prononcer l'une des décisions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC. Cette décision s'applique à tout le bon de commande

concerné.

Ce délai est égal à 35 jours ouvrés pour les bons de commandes qui ont un délai d'exécution supérieur à 6,5 mois, à 20 jours ouvrés pour les bons de commandes qui ont un délai d'exécution allant de 3 à 6,5 mois. Il est égal à 10 jours ouvrés pour les bons de commandes qui ont un délai d'exécution inférieur à 3 mois.

Le délai court à compter de l'exécution complète du bon de commande.

En cas d'ajournement, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 35, 20 ou 10 jours ouvrés pour présenter à nouveau les prestations. La personne publique dispose alors d'un nouveau délai de 35, 20 ou 10 jours ouvrés pour accepter, avec ou sans réfaction, ou refuser définitivement les prestations.

Article 10 - PENALITES

10.1 Pénalités pour retard d'exécution

Pour les prestations, lorsque sont dépassés, du fait du titulaire, les délais de réalisation fixés dans les bons de commande, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités ;

V = valeur pénalisée correspondant au montant de la prestation objet du bon de commande ;

R = nombre de jours de retard.

10.2 Pénalités pour non-respect des engagements du contrat de service

Les niveaux de service à atteindre sont définis au § 8.2 de l'annexe 1 au CCTP.

Le titulaire met en œuvre un outil permettant de calculer les indicateurs de niveaux de service et les indicateurs de pilotage ainsi que tout élément quantitatif du suivi de l'activité.

Les pénalités ne s'appliquent qu'aux indicateurs de niveaux de service.

Pour ceux-ci une note mensuelle est attribuée pendant l'exécution de l'unité d'œuvre concernée ; elle est matérialisée par une couleur (verte, orange ou rouge).

Couleur	Note mensuelle
rouge	2 points
orange	1 point
verte	0 point

Exemple : si l'indicateur est orange, on comptabilise 1 point.

Pour chaque indicateur, la moyenne des notes est établie à la fin de l'exécution de l'unité d'œuvre. Si la note obtenue est supérieure à 1, le titulaire encourt une pénalité équivalente au montant suivant :

$$P = \frac{V * N}{500}$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = prix HT de l'unité d'œuvre considérée sur laquelle est calculée la pénalité ;

N = nombre de points cumulés.

La pénalité, éventuellement appliquée par la personne publique pour non respect du niveau de service ne peut dépasser 20% du montant de l'unité d'œuvre.

10.3 Pénalités pour non respect des modalités et délais de sélection des profils

- Un retard dans la transmission d'un dossier de compétences entraîne une pénalité de **50 €** par jour de retard
- Après cinq (5) procédures de sélection infructueuses pour un même besoin, le titulaire s'expose à une pénalité de **2000 €**.

10.4 Dérogation au principe d'exclusivité

Après **cinq** procédures de sélection infructueuses pour un même besoin, le marché cesse d'être exclusif pour la prestation concernée. L'administration ou le bénéficiaire se réserve ainsi la possibilité de recourir à des tiers pour l'exécution de prestations commandées au titre de l'accord-cadre.

Cette procédure est ouverte dès lors qu'une mise en demeure de l'administration assortie d'un délai est restée sans effet, elle déroge au principe d'exclusivité.

Le titulaire ne peut dans ce cadre prétendre à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

Elle reste ouverte à l'administration tant que le titulaire n'a pas adressé un plan de remédiation aux difficultés constatées et que ledit plan a été formellement accepté par l'administration.

Article 11 - PLAFONNEMENT ET IMPUTATION DES PENALITES

Le montant total cumulé de l'ensemble des pénalités exigibles par la personne publique est plafonné à vingt pour cent (20%) du montant hors taxes cumulé des bons de commande notifiés au titulaire par année de validité du marché et arrêté à la date du fait générateur de la pénalité.

Au-delà de cette limite, la personne publique se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront réglées par imputation sur les paiements à effectuer. Si l'imputation n'est pas possible, un titre de perception sera émis.

12.1 Droits cédés à la personne publique

Par dérogation à l'article 46.2.1 du CCAG/TIC, la cession de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle portant sur les résultats du marché (tels que définis à l'article 43.1 du CCAG/TIC), en particulier les droits patrimoniaux des droits d'auteur et des droits voisins, est consentie à la personne publique à titre exclusif pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

Les droits cédés comprennent notamment :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire les résultats et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, sans limitation de nombre, en tout ou en partie, par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux tant actuels que futurs, connus ou inconnus, et notamment sur support papier ou dérivé, plastique, numérique, magnétique, électronique ou informatique, par téléchargement, vidéogramme, CD-Rom, CD-I, DVD, disque, disquette, réseau ;
- le droit de représenter ou de faire représenter les résultats et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, par tout moyen de diffusion et de communication actuel ou futur, connu ou inconnu, notamment par tout réseau de télécommunication en ligne, tel que internet, intranet, réseau de télévision numérique, transmission par voie hertzienne, par satellite, par câble, wap, système télématique interactif, par téléchargement, télétransmission, réseaux de téléphonie avec ou sans fil ;
- le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie, les résultats, le droit de corriger les logiciels, de les faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de les maintenir, de les décompiler, de les mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, utiliser les algorithmes à toutes fins, les transcrire en tout ou en partie, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support papier ou magnétique ou optique et notamment internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;
- le droit de traduire ou de faire traduire les résultats, en tout ou en partie, en toute langue et, pour les logiciels, en tout langage de programmation, et de reproduire les résultats en résultant sur tout support, papier, magnétique, optique ou électronique, et notamment sur internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;
- le droit de mettre sur le marché, de distribuer, commercialiser, diffuser les résultats, par tous moyens, y compris la location et le prêt, à titre gratuit ou onéreux ;

- le droit de faire tout usage et d'exploiter les résultats, pour les besoins de ses activités propres ou au bénéfice de tiers, à quelque titre que ce soit ;
- le droit de céder tout ou partie des droits cédés, et notamment de consentir à tout tiers tout contrat de reproduction, de distribution, de diffusion, de commercialisation, de fabrication, sous quelque forme, quelque support et quelque moyen que ce soit, à titre onéreux ou gratuit ;
- le droit d'autoriser ou d'interdire toute réutilisation et/ou toute extraction substantielle des contenus des bases de données.

Le titulaire s'engage à remettre à la personne publique tous les éléments permettant au pouvoir adjudicateur l'exercice de ces droits, notamment les codes sources et codes objets ainsi que la documentation associée et plus généralement tout élément nécessaire au maintien en condition opérationnelle du code livré.

La présente cession est effective à compter de la livraison des résultats sous condition de la réception des prestations.

Le prix de la cession est compris de façon forfaitaire et définitive dans le prix du marché

12.2 Droits concédés par la personne publique

Afin de permettre au titulaire d'exécuter toutes les prestations objet du marché, à cette seule fin et pendant la seule durée nécessaire, la personne publique concède au titulaire tous les droits nécessaires à l'exécution desdites prestations, dont le droit d'utilisation, le droit de correction, d'adaptation, de modification et de reproduction des éléments fournis par la personne publique.

12.3 Connaissances antérieures

Le titulaire devra obtenir l'autorisation de la personne publique avant toute incorporation de connaissances antérieures aux prestations et résultats du marché.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG/TIC, les connaissances antérieures du titulaire incorporées ou indissociables des résultats suivent le régime des résultats décrit précédemment à l'article 12.1, à l'exception de la cession qui est consentie à titre non exclusif sur les éléments concernés.

Article 13 - STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Cet article concerne le personnel du titulaire et de manière générale tout intervenant agissant pour le compte du titulaire (sous-traitant).

13.1 Liens juridiques

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire et, de manière générale, de tout intervenant pour son compte (sous-traitant) demeurent, à tous les égards, les salariés du titulaire (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements,...). Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire (ou du sous-traitant) pendant la durée de la prestation est

entièrement pris en charge par le titulaire (ou le sous-traitant).

13.2 Absence prolongée, départ du personnel mis à disposition, remplacement

En cas d'absence supérieure à huit jours ou de départ d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, le titulaire, dès qu'il en a connaissance, doit aviser le représentant du pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, le titulaire doit désigner un remplaçant du niveau au moins équivalent. Il doit en informer le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de huit jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du prix des prestations.

13.3 Récusation du personnel du titulaire par la personne publique

Pendant toute la durée d'exécution de la prestation, la personne publique se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avéreraient inadaptés pour des motifs d'ordre professionnel à l'exécution de cette prestation ou qui ne respecteraient pas le règlement intérieur et les consignes de discipline générale de l'administration.

Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels refusés, dans les conditions précisées au § 13.2 ci-avant.

13.4 Conditions d'accès du personnel du titulaire aux locaux

Les personnels du titulaire et de manière générale de tout intervenant pour son compte (sous-traitant) sont soumis aux mêmes conditions d'accès que tout agent au service de l'Etat. Ils sont tenus de respecter le règlement intérieur et les consignes de discipline générale de l'administration, notamment en ce qui concerne la sécurité.

13.5 Cas des personnels en formation

Le titulaire ainsi que son ou ses sous-traitants ne peuvent recourir aux services de personnels en formation pour la réalisation des besoins de la personne publique, sans autorisation préalable expresse de celle-ci. Cette autorisation peut être suspendue à tout moment. Le recours à de telles personnes en formation ne saurait se substituer à un salarié du titulaire ou de ses sous-traitants.

Le pilotage de ces personnels en formation relève entièrement du titulaire et ne peut donner lieu à facturation.

13.6 Documents relatifs aux intervenants

La personne publique se réserve la possibilité de demander au titulaire de bien vouloir produire un document relatif au profil de chaque intervenant afin de vérifier la cohérence des compétences de la personne avec les profils présentés dans l'offre.

En cas de demande de la personne publique, le document sera produit auprès du responsable du projet dès le 1er jour d'intervention du ou des intervenants suivant la demande.

Le défaut de production pourra entraîner le nonaccès aux locaux et la récusation du personnel

concerné.

Le titulaire s'engage à rappeler à tout intervenant pour son compte qu'il est tenu au secret professionnel à l'égard des tiers pour tout ce qui concerne l'exercice de ses fonctions et qu'il est tenu par la même obligation vis-à-vis de tout document ou information dont il aura eu connaissance chez les clients de son employeur. Cette obligation a un caractère absolu et n'a pas vocation à être limitée dans le temps et dans l'espace. Si la nature des prestations le justifie, le titulaire fera signer à ses préposés une attestation, à son égard, de leur prise de connaissance de l'obligation de confidentialité spécifique au marché.

Article 14 - CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu aux obligations de confidentialité prévues à l'article 5 du CCAG/TIC pour ce qui a trait aux renseignements et documents dont il aura eu connaissance au cours de ses travaux ou du fait de sa présence dans les locaux de l'administration.

Le titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer cette obligation de confidentialité sur les informations qui lui seront communiquées dans le cadre de sa prestation ainsi que sur celles dont ses personnels auront pu ou pourront avoir connaissance à l'occasion de leurs travaux. Il veillera également à faire respecter ses obligations par ses sous-traitants et le personnel de ces derniers.

Les présentes obligations de confidentialité se poursuivent après la fin de l'exécution du marché pour une durée maximale de deux ans. Cette durée pourra toutefois être prolongée, d'un commun accord entre les parties, pour certaines informations dont la nature le justifie et qui devront être communiquées par écrit par la personne publique en mentionnant la durée spécifique des obligations de confidentialité associées sur chaque bon de commande ou un document spécial.

L'administration se réserve le droit de dénoncer le marché ou la part non exécutée du marché sans indemnité pour le titulaire, en cas de non respect par les préposés du titulaire, ou les personnes qui interviendront pour son compte, de l'obligation de confidentialité définie ci-dessus.

Dans ce cas particulier, la résiliation pourrait entraîner l'exclusion temporaire ou définitive du titulaire des marchés publics.

Article 15 - AVANCE

Le titulaire bénéficiera, sauf refus de sa part, de l'avance prévue à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.

Son montant est fixé, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois, à 5 % du montant du bon de commande.

Dans le cas où le titulaire ou l'un de ses sous-traitants admis au paiement direct serait une petite ou moyenne entreprise, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance sera effectué dans les conditions prévues à l'article R 2191-11 du

code de la commande publique.

Article 16 - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE OU CAUTION

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle ou solidaire.

Article 17 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Le présent marché peut faire l'objet de nantissement ou cession de créances de la part du titulaire conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-63 du code de la commande publique.

Le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés aux articles R 2191-60 et suivants du code de la commande publique est désigné dans l'acte d'engagement.

Article 18 - LIQUIDATION DES PAIEMENTS

Le paiement des commandes sera effectué dans les conditions suivantes :

- Si le délai d'exécution des prestations commandées est inférieur ou égal à trois mois, le titulaire percevra la totalité du montant de la commande à la réception des prestations.
- Si le délai d'exécution des prestations commandées est supérieur à trois mois, sans toutefois excéder six mois, le titulaire percevra un acompte de cinquante pour cent (50 %) après exécution de la moitié des prestations et le solde de 50% après réception des prestations.
- Si le délai d'exécution des prestations commandées est supérieur à six mois, sans toutefois excéder neuf mois, le titulaire percevra un acompte de trente pour cent (30 %) après exécution du tiers des prestations, un acompte de 30 % après exécution du deuxième tiers des prestations et le solde de 40% après réception des prestations.
- Si le délai d'exécution des prestations commandées est supérieur à neuf mois, sans toutefois excéder douze mois, le titulaire percevra un acompte de vingt-cinq pour cent (25 %) après exécution du quart des prestations, un acompte de 25% après exécution de la moitié des prestations et un acompte de 25% après exécution des trois-quarts des prestations. Le solde de 25% est versé après réception des prestations.

Les éventuelles pénalités dont le titulaire pourrait être redevable pourront être réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à effectuer.

Article 19 - MODALITES DE REGLEMENT

Les paiements seront effectués, par virement avec mandatement, selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG/TIC. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours, conformément à l'article R 2192-10 du code de la commande publique.

19.1 Délai global de paiement du titulaire

Le point de départ du délai global de paiement du titulaire correspond :

- soit à la date de réception de la facture ; afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de versement d'acompte ou de réception par les services de la personne publique ;
- soit à la date du procès verbal de versement d'acompte ou de réception correspondant si celui-ci est postérieur à la date de réception de la facture.

Pour toute avance versée en application du I de l'article R 2191-3 du code de la commande publique, le délai de paiement court :

- soit à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance si un tel acte est prévu ;
- soit à compter de la date de notification du présent marché à défaut.

Pour tout acompte versé en application de l'article R 2191-20 du code de la commande publique le délai de paiement court à compter de la date de notification des pièces nécessaires à la justification du paiement.

Pour toute indemnité de résiliation versée au titulaire, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle le montant de l'indemnité est arrêté.

19.2 Délai global de paiement du sous-traitant

Le paiement du sous-traitant, bénéficiant du paiement direct en application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours.

Le point de départ du délai global de paiement du sous-traitant correspond :

- soit à la date de réception par la personne publique de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé ;
- soit à la date d'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné à l'article R 2193-12 du code de la commande publique précité si pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun

accord ni aucun refus à la personne publique ;

Pour toute avance versée en application de l'article R 2191-3 du code la commande publique, le délai de paiement court :

- soit à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance si un tel acte est prévu ;
- soit à compter de la date de notification du présent marché à défaut.

Pour tout acompte versé en application de l'article R 2191-20 du code la commande publique le délai de paiement court à compter de la date de notification des pièces nécessaires à la justification du paiement.

19.3 Interêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai global de trente (30) jours des sommes dues en principal emporte, de plein droit et sans autre formalité, versement d'intérêts moratoires et versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au profit :

- du titulaire du marché ;
- du sous-traitant du marché soumis au régime du paiement direct en vertu de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Lorsqu'ils sont appliqués aux acomptes ou au solde, les intérêts moratoires sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation. Les intérêts moratoires sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés au présent article sur la base provisoire des sommes admises par le pouvoir adjudicateur. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au titulaire, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros. Le paiement de cette indemnité intervient dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

19.4 Établissement et transmission des factures

Conformément à l'article 3 de l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de

transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs depuis le 1er janvier 2020.

✓ **Factures dématérialisées :**

Elles seront transmises selon l'une des méthodes listées à l'article 20 du présent document. Le titulaire veillera à ce qu'y soient clairement mentionnés :

- le numéro d'engagement juridique : n° de bon de commande Chorus, ou n° de marché (n° court) s'il n'y a pas de bon de commande.
- le code du service exécutant des demandes de paiement (service facturier). Ce code est précisé dans les bons de commande.

Pour la DGFIP-DGS, le code est **FAC9470075**.

Les factures afférentes au paiement devront également comporter les indications suivantes :

- la date d'établissement de la facture ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est indiqué à l'acte d'engagement ;
- le numéro CHORUS et la date du marché ;
- le numéro CHORUS et la date du bon de commande ;
- les prestations exécutées ;
- le prix unitaire hors taxes ;
- le (ou les) taux de remise appliqué(s) le cas échéant ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le prix total hors taxe ;
- le prix total toutes taxes comprises.

Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de versement d'acompte ou de réception par les services de la personne publique.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture qui pourra entraîner son rejet.

En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au service facturier mentionné supra. Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme.

Article 20 - DEMATERIALISATION

Les bons de commande et les procès-verbaux de réception sont transmis au titulaire sous forme dématérialisée. Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique pérenne à laquelle

ces documents seront transmis.

Pour l'envoi de ses factures sous forme dématérialisée, le titulaire pourra utiliser :

- soit le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) qui permet une saisie des factures en ligne ou un dépôt au format pdf (cf. conditions d'utilisation sur le site) ;
- soit la procédure d'échange de données informatisées (EDI). Pour la mise en œuvre de cette procédure, le titulaire doit contacter l'AIFE.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques «aide» ou «en savoir plus».

Article 21 - MODIFICATION DU CONTRAT

Outre les cas prévus à l'article R 2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié par avenant dans les cas suivants :

- si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, en cas de modification de la composition de ce groupement, à la double condition que :

- * le groupement ainsi modifié remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;

- * la modification du groupement soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

- en cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire, résultant d'une cession du marché intervenant dans le cadre d'une cession conventionnelle, d'une cession partielle ou totale d'activités liée à une opération de rachat, fusion, acquisition ou d'insolvabilité, à la double condition que :

- * le nouveau titulaire remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché;

- * la cession du marché soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

- en cas de cession du marché par la DGFIP à toute entité publique reprenant tout ou partie des missions de la DGFIP, dès lors que ces missions s'appuient sur l'exécution du présent marché.

Article 22 - SANCTIONS EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail

dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail et qu'après mise en demeure, le titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin aux irrégularités relevées dans un délai de deux mois, la personne publique pourra soit :

- appliquer une pénalité égale à 10 % du montant hors taxes des prestations effectivement payées au jour de l'expiration de la mise en demeure restée sans effet. Cette pénalité ne pourra toutefois excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail ;

- résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 54 du CCAG-TIC, conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail.

Article 23 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DETACHE ILLEGAL

Les sous-traitants directs ou indirects déclarés et acceptés par la personne publique et toute entreprise de travail temporaire avec laquelle ces derniers contractent pour l'exécution des prestations objet du présent marché sont désignés ci-après « les intervenants ».

Conformément à l'article L1262-4-1 du code du travail, tout détachement sur le territoire national d'un ou plusieurs salariés par une société établie hors de France et qui opère en qualité d'intervenant au marché devra être obligatoirement précédé de la remise à la personne publique des documents mentionnés aux articles R1263-12 et R1263-12-1 du code du travail, notamment la copie de la déclaration de détachement transmise, en langue française, à l'inspection du travail dans le ressort de laquelle s'effectuent les prestations. Cette obligation concerne également toutes les entreprises de travail temporaire établies hors de France avec lesquelles le titulaire contracte pour exécuter les prestations du marché.

Le titulaire fournit à la personne publique tout élément d'information à sa disposition nécessaire à l'accomplissement par lui et par les intervenants des obligations de vigilance posées par la réglementation :

- décret n°2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal ;
- décret n°2017-825 du 5 mai 2017 relatif au renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales en application de l'article 105 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Il s'engage en particulier à transmettre les demandes de la personne publique à l'ensemble des intervenants et à la mettre en contact, si nécessaire, avec eux dès lors que ceux-ci sont établis hors de France et envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y effectuer les prestations du marché.

À ce titre, il prend toutes les mesures nécessaires pour organiser :

- l'information des intervenants sur leurs obligations réglementaires en matière de lutte contre le travail détaché illégal et les sanctions applicables (articles L. 1263-4-1, L. 1263-5, L. 1264-1, L. 1264-3 et R. 1263-11-1 à R. 1263-11-6 du code du travail) ;
- la propre information de son personnel et celle de la personne publique sur les intervenants qui détachent et/ou envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y exécuter le marché (nom, adresse, téléphone et mél des sociétés).

Conformément aux articles 50.1-c), 50.1-e) et 50.1-i) du CCAG TIC, la personne publique se réserve le droit de résilier pour faute le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire en cas de non-respect de la présente clause.

Article 24 - SOUS - TRAITANCE

La sous-traitance est régie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et les articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique. La non présentation d'un sous-traitant à l'administration entraînera l'application de pénalités d'un montant de **150 € HT par jour de retard** à compter du début d'exécution des prestations par ce sous-traitant.

Le contrat de sous-traitance pourra être demandé par la personne publique.

Article 25 - RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les cas de résiliation prévus au CCAG/TIC (articles 47 à 51) et dans le présent marché.

La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé par lettre recommandée de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

Article 26 - LIMITATION DE RESPONSABILITE CONTRACTUELLE

Les parties ne seront en aucun cas responsables des dommages indirects. Par dommages indirects les parties conviennent d'entendre les pertes de bénéfices ou chiffre d'affaires, la perte de données, la perte d'exploitation et l'atteinte à l'image encourus par l'autre partie ou un tiers. Il appartient à la personne publique de prendre toutes les précautions nécessaires à la sécurité et à la conservation des fichiers, données et supports d'information qu'elle utilise.

Le titulaire du marché est responsable des seuls préjudices directs causés par un manquement à ses obligations contractuelles.

Sauf dispositions contraires de la loi, le montant que le titulaire pourra verser suite à l'engagement de sa responsabilité contractuelle ou extra-contractuelle, pour quelque cause et à quelque titre que

ce soit, ne pourra excéder, pour chaque année de validité du marché, tous dommages confondus, le montant hors taxes cumulé des bons de commande notifiés au titulaire.

Article 27 - DROIT, LANGUE, MONNAIE

Le présent marché relève du droit français.

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en français ; il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

27.1 - Règlement amiable des différends intégrant le recours à la médiation interne

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG susmentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : drs-achat@dgfip.finances.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante :

mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateurdes-entreprises>.

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

27.2 - Règlement contentieux des différends

Conformément aux règles d'ordre public portant répartition des compétences entre les ordres de juridiction administratif et judiciaire, le Tribunal administratif de Montreuil est seul compétent pour connaître de tous litiges entre les Parties concernant la validité, l'interprétation et l'exécution des clauses du présent accord-cadre, par application du droit français.

Coordonnées :

Tribunal administratif de Montreuil

7, rue Catherine Puig

93558 MONTREUIL Cedex

Téléphone : 01.49.20.20.00 - Télécopie : 01.49.20.20.99

mél : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Article 28 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

a) Les livrables du présent marché devront être fournis, en priorité, sous forme dématérialisée. Le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés sur papiers recyclés ou issus de forêt gérées durablement.

b) Le titulaire doit limiter les déplacements physiques et privilégier les échanges par voie dématérialisée et les visioconférences

Article 29 - ÉTABLISSEMENT D'UN BILAN D'ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujéti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en oeuvre des obligations nées de l'article du Code de l'environnement précité¹.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'État, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>. »

Article 30 - CLAUSE SOCIALE

Le code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de violation de cette obligation concernant le personnel comité affecté à l'exécution de la prestation objet du contrat, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute grave conformément à l'article L2195-3 1° du code de la commande publique, et ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

Article 31 - DEROGATIONS

Articles du CCAP qui dérogent au CCAG/TIC		Articles du CCAG/TIC auxquels il est dérogé
Conditions d'exécution des prestations	Article 6.1	Article 47
Pénalités de retard	Article 10.1	Article 14
Droits cédés à la personne publique	Article 12.1	Article 46.2.1
Connaissances antérieures	Article 12.3	Article 45

¹ Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plateforme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.